



## Décision de télécom CRTC 2010-696

Version PDF

Ottawa, le 21 septembre 2010

### **Société TELUS Communications – Demande d’abstention de la réglementation des services locaux de résidence**

Numéro de dossier : 8640-T66-200814881

*Dans la présente décision, le Conseil approuve la demande d’abstention de la réglementation des services locaux de résidence présentée par la Société TELUS Communications concernant 24 circonscriptions en Alberta et en Colombie-Britannique.*

#### **Introduction**

1. Le Conseil a reçu une demande présentée par la Société TELUS Communications (STC) le 31 octobre 2008, dans laquelle la compagnie demandait l’abstention de la réglementation des services locaux de résidence<sup>1</sup> dans 24 circonscriptions en Alberta et en Colombie-Britannique. Une liste de ces 24 circonscriptions se trouve à l’annexe 1 de la présente décision.
2. Le Conseil a reçu des mémoires et des données concernant la demande de la STC de la part de Bell Mobilité Inc. (Bell Mobilité), de MTS Allstream Inc. (MTS Allstream), de Rogers Communications Inc. (RCI) et de Shaw Cablesystems Ltd. (Shaw). La demande a été complétée le 23 juillet 2010 par le dépôt de résultats révisés sur la qualité du service (QS) aux concurrents par la STC. Le Conseil n’a reçu aucun commentaire subséquent des parties. On peut consulter sur le site Web du Conseil le dossier public de l’instance. On peut y accéder à l’adresse [www.crtc.gc.ca](http://www.crtc.gc.ca), sous l’onglet *Instances publiques*, ou au moyen du numéro de dossier indiqué ci-dessus.

#### **Résultats de l’analyse du Conseil**

3. Le Conseil a examiné la demande de la STC en fonction des critères d’abstention locale énoncés dans la décision de télécom 2006-15. Plus précisément, il a examiné les quatre critères énoncés ci-dessous.

##### **a) Marché de produits**

4. Le Conseil n’a reçu aucune observation concernant la liste des services locaux de résidence que la STC a proposée.

---

<sup>1</sup> Dans la présente décision, l’expression « services locaux de résidence » désigne les services locaux qu’utilisent les clients du service de résidence pour accéder au réseau téléphonique public commuté ainsi que les frais de service, les fonctions et les services auxiliaires connexes.

5. Le Conseil remarque que la STC a demandé l'abstention de la réglementation à l'égard de 29 services locaux de résidence tarifés. De plus, le Conseil signale qu'il a conclu, dans la décision de télécom 2008-55, que la totalité de ces services sont admissibles à l'abstention. Une liste des 29 services approuvés se trouve à l'annexe 2 de la présente décision.

#### **b) Critère de présence de concurrents**

6. Le Conseil remarque que, pour les 24 circonscriptions citées à l'annexe 1, les renseignements que les parties ont fournis confirment qu'il existe, outre la STC, au moins deux fournisseurs indépendants de services de télécommunication dotés d'installations, y compris des fournisseurs de services sans fil mobiles<sup>2</sup>. Chacun de ces fournisseurs offre des services locaux dans le marché visé et peut desservir au moins 75 % du nombre des lignes de services locaux de résidence que la STC est en mesure d'exploiter, et au moins l'un d'eux, en plus de la STC, est un fournisseur de services de télécommunication de lignes fixes doté d'installations.
7. Par conséquent, le Conseil conclut que les 24 circonscriptions citées à l'annexe 1 respectent le critère de présence de concurrents.

#### **c) Résultats de la QS aux concurrents**

8. Le Conseil souligne qu'en novembre 2008, MTS Allstream et Shaw ont indiqué que les résultats de la QS aux concurrents déposés par la STC pour la période de mars à août 2008 ne représentaient pas le niveau réel du service offert par la STC durant cette période. Le Conseil souligne aussi qu'il était incapable, à ce moment, de conclure que les résultats de la QS aux concurrents déposés par la STC relatifs à l'indicateur 1.19 respectaient les normes de la QS énoncées à l'annexe B de la décision de télécom 2006-15, au sens de la décision de télécom 2005-20, en ce qui a trait aux services que la STC a fournis aux concurrents sur son territoire.
9. Par conséquent, le Conseil a amorcé une instance et a informé les parties intéressées qu'il ne traiterait les demandes d'abstention de la réglementation actuelles et futures fondées sur les résultats de la QS aux concurrents concernant l'indicateur 1.19 que lorsqu'il aura tranché la question du respect des normes de la QS. À la suite de cette instance, dans la décision de télécom 2009-514, le Conseil a conclu qu'il ne prendrait aucune autre mesure concernant une demande d'abstention de la réglementation en suspens tant que la requérante n'aura pas déposé des résultats révisés ou expliqué, à la satisfaction du Conseil, pourquoi il est inutile de le faire.
10. Le Conseil remarque que, le 23 juillet 2010, la STC a déposé des résultats révisés de la QS aux concurrents pour la période de décembre 2009 à mai 2010. Le Conseil a examiné ces résultats et conclut que la STC a prouvé qu'au cours de la période de six mois :

---

<sup>2</sup> Ces concurrents sont Bell Mobilité, RCI et Shaw.

i) elle avait respecté, en moyenne, la norme de la QS pour chacun des indicateurs énoncés à l'annexe B de la décision de télécom 2006-15, tels qu'ils ont été définis dans la décision de télécom 2005-20, en ce qui concerne les services qu'elle a fournis aux concurrents sur son territoire;

ii) elle n'avait pas fourni systématiquement à l'un ou à l'autre de ces concurrents des services inférieurs aux normes de la QS.

11. Par conséquent, le Conseil conclut que la STC satisfait au critère relatif à la QS aux concurrents pour cette période.

#### **d) Plan de communication**

12. Le Conseil remarque que la STC, plutôt que de présenter un plan de communication, a indiqué que son plan lié aux 24 circonscriptions citées à l'annexe 1 serait conforme aux exigences du Conseil énoncées dans la décision de télécom 2007-64.

13. Aux fins de la présente demande, le Conseil **approuve** l'application du plan de communication que la STC a présenté dans le cadre de l'instance qui a mené à la décision de télécom 2007-64, sous réserve du respect des modifications énoncées dans cette décision. Le Conseil ordonne à la STC de fournir à ses abonnés les documents de communication qui en résultent, et ce, dans les deux langues officielles, au besoin.

#### **Conclusion**

14. Le Conseil conclut que la demande de la STC concernant les circonscriptions en Alberta et en Colombie-Britannique citées à l'annexe 1 respecte tous les critères d'abstention locale énoncés dans la décision de télécom 2006-15.

15. Conformément au paragraphe 34(1) de la *Loi sur les télécommunications* (la *Loi*), le Conseil conclut, comme question de fait, que de s'abstenir d'exercer ses pouvoirs et de s'acquitter de ses responsabilités, dans la mesure précisée dans la décision de télécom 2006-15, pour ce qui est de la fourniture par la STC des services locaux de résidence énumérés à l'annexe 2 auxquels s'ajoutent les services à venir qui respectent la définition de services locaux établie dans l'avis public de télécom 2005-2 et qui ne s'appliquent qu'aux abonnés des services de résidence dans ces circonscriptions, est conforme aux objectifs de la politique canadienne de télécommunication énoncés à l'article 7 de la *Loi*.

16. Conformément au paragraphe 34(2) de la *Loi*, le Conseil conclut, comme question de fait, que dans ces circonscriptions, ces services locaux de résidence font l'objet d'une concurrence suffisante pour protéger les intérêts de leurs utilisateurs.

17. Conformément au paragraphe 34(3) de la *Loi*, le Conseil conclut, comme question de fait, que de s'abstenir d'exercer ses pouvoirs et fonctions à l'égard de ces services, dans la mesure précisée dans la décision de télécom 2006-15, n'aura vraisemblablement

pas pour effet de compromettre indûment la création ou le maintien d'un marché concurrentiel pour ce qui est de la fourniture de services locaux de résidence de la STC dans ces circonscriptions.

18. Compte tenu de ce qui précède, le Conseil **approuve** la demande présentée par la STC en vue d'obtenir l'abstention de la réglementation des services locaux énumérés à l'annexe 2 ainsi que de futurs services qui correspondent à la définition de services locaux établie dans l'avis public de télécom 2005-2, et qui ne s'appliquent qu'aux abonnés des services de résidence, dans les 24 circonscriptions citées à l'annexe 1, sous réserve des pouvoirs et fonctions que le Conseil a conservés, tels qu'ils sont énoncés dans la décision de télécom 2006-15. Cette mesure prend effet à compter de la date de la présente décision. Le Conseil ordonne à la STC de déposer auprès de lui ses pages de tarif révisées dans les 30 jours suivant la date de la présente décision.

Secrétaire général

### **Documents connexes**

- *MTS Allstream Inc. – Demande concernant la fourniture des services de réseau numérique propres aux concurrents, conformément aux normes de qualité du service aux concurrents*, Décision de télécom CRTC 2009-514, 21 août 2009
- *Société TELUS Communications – Demande d'abstention de la réglementation des services locaux de résidence*, Décision de télécom CRTC 2008-55, 12 juin 2008
- *Société TELUS Communications – Demandes d'abstention de la réglementation des services locaux de résidence*, Décision de télécom CRTC 2007-64, 3 août 2007
- *Abstention de la réglementation des services locaux de détail*, Décision de télécom CRTC 2006-15, 6 avril 2006, modifiée par le décret C.P. 2007-532, 4 avril 2007
- *Abstention de la réglementation des services locaux*, Avis public de télécom CRTC 2005-2, 28 avril 2005
- *Finalisation du plan de rabais tarifaire pour la qualité du service fourni aux concurrents*, Décision de télécom CRTC 2005-20, 31 mars 2005

*Circonscriptions pour lesquelles la STC a demandé l'abstention de la réglementation de ses services locaux de résidence*

**Alberta**

Beaumont  
Bentley  
Blackfalds  
Bowden  
Carstairs  
Crossfield  
Devon  
Didsbury  
Exshaw  
Innisfail  
Lacombe  
Leduc  
Olds  
Ponoka  
Sylvan Lake

**Colombie-Britannique**

Agassiz  
Bowser  
Comox  
Courtenay  
Cumberland  
Oyster Bay  
Union Bay  
Whistler  
Youbou

## Annexe 2

### *Services locaux admissibles à l'abstention de la réglementation dans la présente décision (concernant uniquement les abonnés du service de résidence)*

<b>Tarif</b>	<b>Article</b>	<b>Liste des services</b>
1005	25	Classification des circonscriptions et tarifs – Généralité
1005	26	Services de résidence et d'affaires
1005	27	Secteurs à tarifs de base
1005	32	Tarifs de circonscription
1005	122	Service de central hors circonscription – Voix
1005	157	Suspension du service
1005	161	Service « Call Guardian »
1005	405	Gestion d'appels Internet
1005	168-C	Service d'options de messagerie vocale
1005	465-B	Service résidentiel Réseau numérique à intégration de services – Service d'interface de débit de base (RNIS-IDB)
18001	230	Service d'options de messagerie vocale
18001	235	Services téléphoniques
18001	240	Service régional
18001	305	Refus d'appels
18001	310	Restrictions d'accès à l'interurbain
18001	380	Débranchement temporaire
18001	425	Service de circonscription
21461	129.1.b	Inscriptions à l'annuaire – Inscriptions supplémentaires
21461	129.1.c	Inscriptions à l'annuaire – Numéros de téléphone non publiés
21461	129.1.d	Inscriptions à l'annuaire – Numéros de téléphone non inscrits
21461	202	Service de ligne individuelle (SLI)
21461	209	Élargissement de la zone d'appel local (ZAL)
21461	300	Service de gestion des appels
21461	301	Service de messagerie vocale (SMV)
21461	307	Recherche de numéro spécial
21461	311	Gestionnaire d'appels sur ligne double
21461	314	Renvoi automatique d'appels interurbains
21461	316	Blocage des appels 900
21461	1000	Service d'interception d'appels